

Art. 4. À l'article 95 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par le membre de phrase « et de l'article 87, § 3, qui entre en vigueur le 1^{er} avril 2023 » ;

2° l'alinéa 2 est complété par le membre de phrase « et des articles 88 à 91 qui entrent en vigueur le 1^{er} avril 2023 ».

Art. 5. Le ministre flamand compétent pour l'Emploi et l'Économie sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 février 2023.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,

J. BROUNS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/203213]

9 MARS 2023. — Décret relatif à l'inventaire centralisé des adresses et des rues (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Chapitre 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Les notions utilisées dans le présent décret qui font l'objet de définitions dans l'accord de coopération ou son annexe, s'entendent au sens de ces définitions.

Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° " l'accord de coopération " : l'accord de coopération du 17 juillet 2019 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'unification de la manière de référencer les adresses et de la mise en relation des données d'adresses;

2° " le code ICAR d'adresse " : l'identifiant assigné indirectement à tout objet adressable auquel un numéro de police, avec ou sans numéro de boîte, est répertorié dans ICAR;

3° " le code ICAR de nom de rue " : l'identifiant assigné à tout nom de rue répertorié dans ICAR;

4° " le Comité d'adresses " : le comité constitué conformément à l'article 7, § 1^{er}, de l'accord de coopération;

5° " le gestionnaire " : le service ou les services désignés par le Gouvernement et chargés de la gestion d'ICAR;

6° " ICAR " : l'acronyme désignant l'Inventaire Centralisé des Adresses et des Rues;

7° " l'identifiant " : l'enchaînement de caractères indépendants d'une langue quelconque permettant d'identifier l'objet adressable auquel cet enchaînement est associé de manière unique et permanente;

8° " un objet adressable " : un objet géographique identifiable moyennant une adresse;

9° " un objet géographique " : une représentation abstraite d'un phénomène réel lié à un lieu spécifique ou une zone géographique spécifique;

10° " un partenaire " : un des acteurs suivants :

a) l'Institut Géographique National (IGN);

b) l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale (AGPD) du Service public fédéral Finances;

c) le Registre National (RN) du Service public fédéral Intérieur;

d) la Direction générale Statistique - Statistics Belgium du Service public fédéral Économie;

e) la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) du Service public fédéral Économie;

f) la Direction générale Sécurité et Prévention du Service public fédéral Intérieur;

g) le Service public fédéral Support et Appui, direction générale Digital Transformation (BOSA DT);

h) l'Agence pour la Simplification Administrative (ASA);

i) le prestataire du service postal universel;

j) tout service public, institution ou personne physique ou personne morale désigné par le Gouvernement en raison de leurs missions ou de leurs activités légales;

11° " une personne concernée " : toute personne physique identifiée ou identifiable, telle que définie par l'article 4, 1), du Règlement;

12° " le Règlement " : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données);

13° " une rue " : une voie d'accès ou une partie d'une telle voie d'accès, permettant d'accéder à un bâtiment et dotée d'un nom de rue;

14° " une tierce partie " : personne physique ou morale ou groupement de celles-ci qui ne constitue pas une autorité publique;

15° " un traitement " : tout traitement de données à caractère personnel, tel que visé à l'article 4, 2), du Règlement;

16° " un utilisateur " : toute personne qui fait usage des données d'ICAR diffusées par le gestionnaire.

Chapitre 2. — Inventaire centralisé des adresses et des rues (ICAR)

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 2. Il est créé, selon les modalités déterminées par ou en vertu du présent décret, une source authentique de données relatives aux adresses situées sur le territoire de la Région wallonne, dénommée " ICAR ".

Art. 3. Les finalités d'ICAR sont de : 1° rationaliser et d'harmoniser la gestion des données d'adresses;

2° fixer le cadre technique et organisationnel pour le traitement coordonné d'adresses situées en Région wallonne;

3° mettre sur pied une coopération entre le gestionnaire et les initiateurs visant à unifier et standardiser les données d'adresses sur base de modèles préétablis par le Comité d'adresses, à géolocaliser de manière univoque chaque rue et chaque adresse et à maintenir une source authentique des données d'adresse;

4° veiller à la mise à jour régulière des données d'adresses d'ICAR et au respect de l'application des spécifications convenues dans les accords de coopération relatifs au référencement des adresses et la mise en relation des données d'adresses;

5° mettre des informations correctes concernant les adresses à la disposition des partenaires, du gestionnaire et des tierces parties autorisées à traiter les données et assurer la disponibilité de celles-ci;

6° réduire les charges administratives dans le cadre du présent décret.

Le Gouvernement peut arrêter les modalités pratiques de mise en oeuvre de ces finalités.

Section 2. — Adresses ICAR

Art. 4. Les adresses des types suivants d'objets adressables sont répertoriées dans ICAR : 1° unité de bâtiment;

2° parcelle;

3° emplacement;

4° poste d'amarrage.

Le Gouvernement peut étendre par arrêté la liste des objets adressables qui sont répertoriés dans ICAR.

Section 3. — Spécifications d'ICAR

Art. 5. ICAR est créé et mis à jour conformément aux spécifications déterminées selon les modalités arrêtées par le Gouvernement. Les spécifications visées à l'alinéa 1^{er} sont les dispositions techniques relatives à l'insertion, la mise à jour, la gestion et la communication de composants d'une adresse.

Chapitre 3. — Création, mise à jour et gestion d'ICAR

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 6. Les communes, chacune pour leur territoire, agissent en tant qu'initiateur. Le Gouvernement peut désigner d'autres initiateurs sur proposition du gestionnaire.

Art. 7. Chaque initiateur contribue à la création et à la mise à jour d'ICAR et veille en particulier à ce que le gestionnaire puisse intégrer de façon correcte les adresses des objets adressables situés sur son territoire dans ICAR. Cette mission comprend les tâches suivantes :

1° l'établissement et l'assignation des adresses sur son territoire;

2° la communication des adresses en vue de leur intégration dans ICAR;

3° la communication de chaque modification et correction des adresses en vue de leur mise à jour et de l'amélioration de la qualité d'ICAR;

4° l'examen de questions ou de notifications de la part du gestionnaire relatives aux adresses en vue de l'amélioration de la qualité d'ICAR.

Les initiateurs sont compétents pour déterminer tous les composants d'une adresse, à l'exception du code postal qui est attribué par le prestataire du service postal universel.

Selon les modalités qu'il arrête, le Gouvernement peut arrêter des dispositions particulières relatives à la façon dont les initiateurs exécutent ces missions.

Art. 8. Le gestionnaire et les initiateurs ne peuvent pas s'imputer des frais l'un envers l'autre ou faire valoir des droits sur les données fournies l'un envers l'autre pour l'exécution de la mission qui leur a été assignée dans le présent décret.

Section 2. — Gestion

Art. 9. Le gestionnaire est chargé de la gestion d'ICAR et des adresses qui y figurent. Cette mission comprend les tâches suivantes, en particulier :

1° l'attribution des codes ICAR des noms de rue;

2° l'attribution des codes ICAR des adresses;

3° la coordination et l'assistance lors de la création et la mise à jour d'ICAR;

4° le traitement et l'intégration d'adresses dans ICAR;

5° la coordination et l'assistance lors de l'utilisation d'ICAR;

6° la coordination du contrôle de la qualité relative à toutes les initiatives afférentes à ICAR;

7° la coordination et l'organisation de l'accès des utilisateurs à ICAR.

Le Gouvernement peut arrêter des dispositions particulières relatives à la façon d'exécuter cette mission et étendre la liste des missions.

Chapitre 4. — Utilisation d'ICAR

Art. 10. L'accès aux données contenues dans ICAR pour les autorités publiques dans l'exécution de leurs missions d'intérêt général se réalise conformément à l'article 8, § 2, de l'accord de coopération.

Art. 11. Le gestionnaire rend accessible les adresses répertoriées dans ICAR à des fins de consultation en ligne par le public sur le géoportail de la Wallonie.

Chapitre 5. — *Protection des données à caractère personnel*

Art. 12. § 1^{er}. Le gestionnaire est responsable de traitement au sens de l'article 4, 7), du Règlement à l'égard des traitements de données à caractère personnel réalisés dans le cadre de la création et de la gestion d'ICAR.

§ 2. Les initiateurs sont sous-traitants au sens de l'article 4, 8), du Règlement à l'égard des traitements de données à caractère personnel réalisés dans le cadre de la création et de la mise à jour de la base de données ICAR.

§ 3. Tout utilisateur, à l'exclusion d'une personne physique dans le cadre d'une activité strictement personnelle ou domestique, est responsable de traitement au sens de l'article 4, 7), du Règlement à l'égard des traitements de données à caractère personnel qu'il réalise.

Les personnes concernées peuvent faire valoir leur droit d'accès, de rectification et d'effacement prévus par le Règlement auprès de l'utilisateur.

§ 4. Les données à caractère personnel en lien avec la création et la gestion d'ICAR sont conservées durant un délai maximal de dix ans.

Art. 13. Conformément à l'article 9 de l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative, le gestionnaire met en place les mesures techniques nécessaires au respect des droits des personnes concernées au sens du Règlement.

Chapitre 6. — *Disposition modificative et finale*

Art. 14. Le Gouvernement arrête la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Namur, le 9 mars 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
C. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2022-2023.
Documents du Parlement wallon, 1194 (2022-2023) N°s 1 à 3.
Compte rendu intégral, séance plénière du 8 mars 2023.
Discussion.
Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2023/203213]

9. MÄRZ 2023 — Dekret über das zentrale Adress- und Straßenverzeichnis (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Kapitel 1 — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - im vorliegenden Dekret verwendeten Begriffe, die Gegenstand von Definitionen in der Kooperationsvereinbarung oder ihrem Anhang sind, sind im Sinne dieser Definitionen zu verstehen.

Zur Anwendung des vorliegenden Dekrets gilt Folgendes:

1° "die Kooperationsvereinbarung": die Kooperationsvereinbarung vom 17. Juli 2019 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Vereinheitlichung der Art und Weise der Adressreferenzierung und der Verknüpfung von Adressdaten;

2° "der ICAR-Adresscode": die Kennung, die indirekt einem adressierbaren Objekt zugewiesen wird, für das im ICAR eine Versicherungsnummer mit oder ohne Chiffrenummer aufgeführt ist;

3° "der ICAR-Straßennamencode": die Kennung, die jedem im ICAR aufgeführten Straßennamen zugewiesen wird;

4° "der Adressausschuss": der gemäß Artikel 7 Paragraph 1 der Kooperationsvereinbarung eingesetzte Ausschuss;

5° "der Verwalter": die von der Regierung benannte(n) Abteilung(en), die für die Verwaltung des ICAR zuständig ist/sind;

6° "ICAR": die Abkürzung für Inventaire Centralisé des Adresses et des Rues (Zentrales Adressen- und Straßenverzeichnis);

7° "der Identifikator": die Aneinanderreihung von unabhängigen Zeichen einer beliebigen Sprache, die es ermöglicht, das adressierbare Objekt zu identifizieren, dem diese Aneinanderreihung eindeutig und dauerhaft zugeordnet ist;

8° "ein adressierbares Objekt": ein geografisches Objekt, das anhand einer Adresse identifizierbar ist;

9° "ein geografisches Objekt": eine abstrakte Darstellung eines realen Phänomens, das sich auf einen bestimmten Ort oder ein bestimmtes geografisches Gebiet bezieht;

10° "ein Partner": einer der folgenden Akteure:

a) das Nationale Geografische Institut (NGI);

b) die Verwaltung der Vermögensdokumentation (GVVD) des Föderalen Öffentlichen Dienstes Finanzen;

c) das Nationalregister (NR) des Föderalen Öffentlichen Dienstes Inneres

d) die Generaldirektion Statistik - Statistics Belgium des Föderalen Öffentlichen Dienstes Wirtschaft;

e) die Zentrale Datenbank der Unternehmen (ZDU) des Föderalen Öffentlichen Dienstes Wirtschaft;

f) die Generaldirektion Sicherheit und Vorbeugung des Föderalen Öffentlichen Dienstes Inneres;

g) der Föderale Öffentliche Dienst Support und Unterstützung, Generaldirektion Digitale Transformation (BOSA DT);

h) der Dienst für Administrative Vereinfachung (DAV);

i) der Anbieter des Universalpostdienstes;

j) alle öffentlichen Dienste, Institutionen oder natürlichen oder juristischen Personen, die von der Regierung aufgrund ihrer Aufgaben oder ihrer rechtlichen Tätigkeit benannt werden;

11° "eine betroffene Person": jede identifizierte oder identifizierbare natürliche Person im Sinne von Artikel 4 Absatz 1 der Verordnung;

12° "die Verordnung": die Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung);

13° "Straße": eine Zufahrtsstraße oder ein Teil einer solchen Zufahrtsstraße, die den Zugang zu einem Gebäude ermöglicht und einen Straßennamen trägt;

14° "ein Dritter": eine natürliche oder juristische Person oder eine Vereinigung solcher Personen, die keine öffentliche Behörde darstellt;

15° "Verarbeitung": jede Verarbeitung personenbezogener Daten im Sinne von Artikel 4, Absatz 2 der Verordnung;

16° "ein Benutzer": jede Person, die die vom Verwalter verbreiteten ICAR-Daten nutzt.

Kapitel 2. — Zentrales Adress- und Straßenverzeichnis (ICAR)

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 2 - Es wird eine authentische Datenquelle für Adressen im Gebiet der Wallonischen Region mit der Bezeichnung "ICAR" gemäß den im vorliegenden Dekret festgelegten Verfahren erstellt.

Art. 3 - Die Ziele des ICAR sind: 1° die Rationalisierung und Harmonisierung der Verwaltung von Adressdaten;

2° die Festlegung des technischen und organisatorischen Rahmens für die koordinierte Verarbeitung von Adressen in der Wallonischen Region;

3° die Einrichtung einer Zusammenarbeit zwischen dem Verwalter und den Initiatoren mit dem Ziel, Adressdaten auf der Grundlage von Modellen zu vereinheitlichen und zu standardisieren, die vorab vom Adressausschuss festgelegt wurden, um jede Straße und jede Adresse eindeutig zu geolokalisieren und eine authentische Quelle für Adressdaten zu pflegen;

4° die Gewährleistung der regelmäßigen Aktualisierung der Adressdaten des ICAR und die Einhaltung der in den Kooperationsvereinbarungen vereinbarten Vorgaben zur Referenzierung von Adressen und Verknüpfung von Adressdaten;

5° die Bereitstellung von korrekten Adressinformationen für die Partner, den Verwalter und für die zur Verarbeitung der Daten berechtigten Dritten sowie die Sicherstellung derer Verfügbarkeit;

6° die Verringerung des administrativen Aufwands im Rahmen des vorliegenden Dekrets.

Die Regierung kann die praktischen Modalitäten für die Umsetzung dieser Ziele festlegen.

Abschnitt 2 — ICAR-Adressen

Art. 4 - Die Adressen der folgenden Arten adressierbarer Objekte sind im ICAR verzeichnet: 1° Gebäudeeinheit;

2° Parzelle;

3° Ort;

4° Liegeplatz.

Die Regierung kann die Liste der adressierbaren Objekte, die im ICAR verzeichnet sind, per Erlass erweitern.

Abschnitt 3 — ICAR-Spezifikationen

Art. 5 - Das ICAR wird gemäß den Spezifikationen, die gemäß den von der Regierung festgelegten Methoden festgelegt wurden, erstellt und aktualisiert. Bei den in Absatz 1 genannten Spezifikationen handelt es sich um technische Bestimmungen zur Einfügung, Aktualisierung, Verwaltung und Kommunikation von Adresskomponenten.

*Kapitel 3 — Erstellung, Aktualisierung und Verwaltung von ICAR**Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen*

Art. 6 - Die Gemeinden treten jeweils für ihr Gebiet als Initiator auf. Die Regierung kann auf Vorschlag des Verwalters weitere Initiatoren ernennen.

Art. 7 - Jeder Initiator trägt zur Erstellung und Aktualisierung des ICAR bei und sorgt insbesondere dafür, dass der Verwalter die Adressen der in seinem Gebiet befindlichen adressierbaren Objekte ordnungsgemäß ins ICAR aufnehmen kann. Diese Aufgabe umfasst folgende Tätigkeiten:

- 1° Festlegung und Zuordnung von Adressen in seinem Gebiet;
- 2° die Übermittlung von Adressen im Hinblick auf deren Aufnahme ins ICAR;
- 3° die Mitteilung jeder Änderung und Berichtigung von Adressen mit dem Ziel, diese zu aktualisieren und die Qualität des ICAR zu verbessern;
- 4° die Behandlung von Fragen oder Mitteilungen des Verwalters zu Adressen mit dem Ziel, die Qualität des ICAR zu verbessern.

Die Initiatoren sind befugt, alle Komponenten einer Adresse zu bestimmen, mit Ausnahme der Postleitzahl, die vom Universalpostdienstleister vergeben wird.

Gemäß den von ihr festgelegten Modalitäten kann die Regierung spezifische Bestimmungen über die Art und Weise beschließen, wie die Initiatoren diese Aufgaben erfüllen.

Art. 8 - Der Verwalter und die Initiatoren dürfen einander keine Kosten auferlegen oder Ansprüche auf Daten geltend machen, die sie einander zur Erfüllung der ihnen im vorliegenden Dekret übertragenen Aufgabe zur Verfügung gestellt haben.

Abschnitt 2 — Verwaltung

Art. 9 - Der Verwalter ist für die Verwaltung des ICAR und der darin enthaltenen Adressen zuständig. Diese Aufgabe umfasst folgende Tätigkeiten, insbesondere:

- 1° die Zuweisung von ICAR-Codes für Straßennamen;
- 2° die Zuweisung von ICAR-Codes für Adressen;
- 3° die Koordination und Unterstützung bei der Erstellung und Aktualisierung des ICAR;
- 4° die Verarbeitung und Aufnahme von Adressen ins ICAR;
- 5° die Koordination und Unterstützung bei der Erstellung und Nutzung des ICAR;
- 6° die Koordination der Qualitätskontrolle in Bezug auf alle Initiativen im Zusammenhang mit dem ICAR;
- 7° die Koordination und Organisation des Zugangs der Nutzer zum ICAR.

Die Regierung kann besondere Bestimmungen zur Durchführung dieser Aufgabe erlassen und die Liste der Aufgaben erweitern.

Kapitel 4 — Nutzung des ICAR

Art. 10 - Der Zugang zu den im ICAR enthaltenen Daten für öffentliche Behörden bei der Erfüllung ihrer Aufgaben im öffentlichen Interesse erfolgt gemäß Artikel 8 Paragraph 2 der Kooperationsvereinbarung.

Art. 11 - Der Verwalter stellt die im ICAR verzeichneten Adressen der Öffentlichkeit auf dem Wallonischen Geoportal zur Online-Einsichtnahme zur Verfügung.

Kapitel 5 — Schutz personenbezogener Daten

Art. 12 - § 1. Der Verwalter ist für die Verarbeitung im Sinne von Artikel 4 Absatz 7 der Verordnung hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten im Rahmen der Einrichtung und Verwaltung des ICAR verantwortlich.

§ 2. Die Initiatoren sind Auftragsverarbeiter im Sinne von Artikel 4 Absatz 8 der Verordnung hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten im Rahmen der Einrichtung und Aktualisierung der ICAR-Datenbank.

§ 3. Jeder Nutzer, mit Ausnahme natürlicher Personen im Rahmen einer rein persönlichen oder häuslichen Tätigkeit, ist im Hinblick auf die von ihm durchgeführten Verarbeitungen personenbezogener Daten Verantwortlicher im Sinne von Artikel 4 Absatz 7 der Verordnung in Bezug auf die Verarbeitung.

Die betroffenen Personen können ihr in der Verordnung vorgesehenes Recht auf Auskunft, Berichtigung und Löschung gegenüber dem Nutzer ausüben.

§ 4. Personenbezogene Daten im Zusammenhang mit der Einrichtung und Verwaltung des ICAR werden für die Dauer von maximal zehn Jahre lang aufbewahrt.

Art. 13 - Gemäß Artikel 9 der Kooperationsvereinbarung vom 23. Mai 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative ergreift der Verwalter die technischen Maßnahmen, die zur Wahrung der Rechte der betroffenen Personen im Sinne der Verordnung erforderlich sind.

Kapitel 6 — *Abänderungs- und Schlussbestimmung*

Art. 14 - Die Regierung legt den Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets fest.

Namur, den 9. März 2023

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Vizepräsident für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen,
Chancengleichheit und Rechte der Frauen

C. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt und Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2022-2023.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1194 (2022-2023) Nr. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 8. März 2023.

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/203213]

9 MAART 2023. — Besluit betreffende de "inventaire centralisé des adresses et des rues" (gecentraliseerde inventaris van adressen en straten) (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Hoofdstuk I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. De in dit decreet gebruikte termen die in het samenwerkingsakkoord of de bijlage daarbij zijn gedefinieerd, worden verstaan in de zin van deze definities.

Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "het samenwerkingsakkoord" : het samenwerkingsakkoord van 17 juli 2019 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest met betrekking tot de eenmaking van de wijze waarop gerefereerd wordt aan adressen en de koppeling van adresgegevens;

2° "de ICAR-adrescode" : de identificatiecode dat indirect wordt toegekend aan elk adresseerbaar voorwerp waaraan een polisnummer, al dan niet met een vaknummer, in ICAR is vermeld;

3° "de ICAR-straatnaamcode" : de identificatiecode die aan elke in ICAR opgenomen straatnaam wordt toegekend;

4° "het Adressencomité" : het comité opgericht overeenkomstig artikel 7, § 1 van het Samenwerkingsakkoord;

5° "de beheerder" : de door de Regering aangewezen dienst(en) belast met het beheer van ICAR;

6° "ICAR" : het letterwoord voor de "Inventaire Centralisé des Adresses et des Rues" (Gecentraliseerde Inventaris van Adressen en Straten);

7° "de identificatiecode" : de reeks onafhankelijke tekens in om het even welke taal die het adresseerbare voorwerp identificeert waarmee de reeks op unieke en duurzame wijze is verbonden;

8° "een adresseerbaar voorwerp" : een geografisch voorwerp dat door middel van een adres kan worden geïdentificeerd;

9° "een geografisch voorwerp" : een abstracte voorstelling van een reëel verschijnsel dat verband houdt met een bepaalde plaats of een bepaald geografisch gebied;

10° "een partner" : een van de volgende actoren:

a) Het Nationaal Geografisch Instituut (NGI)

b) de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie (AAPD) van de FOD Financiën;

c) het Rijksregister (RR) van de FOD Binnenlandse Zaken;

- d) de Algemene Directie Statistiek - Statistics Belgium van de FOD Economie;
 - e) De Kruispuntbank van de Ondernemingen (KBO) van de FOD Economie;
 - f) de Algemene Directie Veiligheid en Preventie van de FOD Binnenlandse Zaken
 - g) De FOD Beleid en Ondersteuning, directoraat generaal Digital Transformation (BOSA DT);
 - h) de dienst Administratieve Vereenvoudiging (DAV);
 - i) de aanbieder van de universele postdienst;
 - j) alle openbare diensten, instellingen of natuurlijke of rechtspersonen die door de Regering zijn aangewezen op grond van hun opdrachten of wettelijke activiteiten;
- 11° "een betrokken persoon": elke geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon, als omschreven in artikel 4, 1), van de Verordening;
- 12° "de Verordening": de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming);
- 13° "een straat": een toegangsweg of een gedeelte daarvan, die toegang geeft tot een gebouw en die een straatnaam heeft;
- 14° "een derde": een natuurlijke of rechtspersoon of een groep van dergelijke personen die geen openbare overheid is;
- 15° "een verwerking": elke verwerking van persoonsgegevens als bedoeld in artikel 4, lid 2, van de Verordening;
- 16° "een gebruiker": elke persoon die gebruik maakt van de door de beheerder verspreide ICAR-gegevens.

Hoofdstuk 2. — *"Inventaire centralisé des adresses et des rues"* (ICAR)

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 2. Een authentieke bron van gegevens over adressen op het grondgebied van het Waalse Gewest, "ICAR" genaamd, wordt opgericht volgens de modaliteiten vastgesteld bij of krachtens dit besluit.

Art. 3. De doelstellingen van ICAR zijn : 1° het beheer van de adresgegevens rationaliseren en harmoniseren;

2° het technische en organisatorische kader vaststellen voor de gecoördineerde verwerking van adressen in het Waalse Gewest;

3° het opzetten van samenwerking tussen de beheerder en de initiatiefnemers om adresgegevens te uniformeren en te standaardiseren op basis van door het adrescomité opgestelde modellen, om elke straat en elk adres eenduidig te geolocaliseren en om een authentieke bron van adresgegevens in stand te houden;

4° ervoor zorgen dat de ICAR-adresgegevens regelmatig worden bijgewerkt en dat de in de samenwerkingsakkoorden overeengekomen specificaties inzake adresverwijzing en koppeling van adresgegevens worden toegepast;

5° correcte adresgegevens ter beschikking stellen van partners, de beheerder en derden die gemachtigd zijn om gegevens te verwerken en de beschikbaarheid ervan verzekeren;

6° het verminderen van de administratieve lasten in het kader van dit decreet.

De Regering kan de praktische regelingen voor de uitvoering van deze doeleinden vaststellen.

Afdeling 2. — ICAR-adressen

Art. 4. De adressen van de volgende typen adresseerbare voorwerpen staan vermeld in ICAR : 1° gebouweenheid;

2° perceel;

3° standplaats;

4° ligplaats.

De Regering kan bij besluit de lijst van adresseerbare voorwerpen die in het ICAR zijn opgenomen, uitbreiden.

Afdeling 3. — ICAR-specificaties

Art. 5. ICAR wordt gecreëerd en bijgewerkt overeenkomstig de specificaties die worden vastgesteld op de door de Regering bepaalde wijze. De in lid 1 bedoelde specificaties zijn de technische bepalingen betreffende de invoeging, de bijwerking, het beheer en de mededeling van componenten van een adres.

Hoofdstuk 3. — *Aanmaken, bijwerken en beheren van ICAR*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 6. De gemeenten, elk voor hun grondgebied, treden op als initiator. De Regering kan op voorstel van de beheerder andere initiatoren aanwijzen.

Art. 7. Elke initiator draagt bij tot het aanmaken en bijwerken van ICAR en zorgt er met name voor dat de beheerder de adressen van de adresseerbare voorwerpen op zijn grondgebied correct in ICAR kan opnemen. Deze opdracht omvat de volgende taken:

1° de vaststelling en toewijzing van adressen op zijn grondgebied;

2° de mededeling van adressen met het oog op hun integratie in ICAR;

3° de mededeling van elke wijziging en correctie van de adressen om ze bij te werken en de kwaliteit van ICAR te verbeteren;

4° het onderzoek van vragen of meldingen van de beheerder betreffende adressen met het oog op de verbetering van de kwaliteit van ICAR.

De initiatoren zijn bevoegd om alle bestanddelen van een adres te bepalen, met uitzondering van de postcode, die door de aanbieder van de universele postdienst wordt toegekend;

De Regering kan, onder de voorwaarden die zij bepaalt, bijzondere bepalingen vaststellen met betrekking tot de wijze waarop de initiatoren deze opdrachten uitvoeren.

Art. 8. De beheerder en de initiatoren mogen elkaar geen kosten aanrekenen of rechten doen gelden op de gegevens die zij elkaar ter uitvoering van de hun in dit decreet opgedragen opdracht hebben verstrekt.

Afdeling 2. — Beheer

Art. 9. De beheerder is verantwoordelijk voor het beheer van ICAR en de daarin opgenomen adressen. Deze opdracht omvat met name de volgende taken:

- 1° de toekenning van ICAR-codes voor straatnamen;
- 2° de toekenning van ICAR-codes voor adressen;
- 3° coördinatie en bijstand bij de oprichting en bijwerking van ICAR;
- 4° de verwerking en integratie van adressen in ICAR;
- 5° coördinatie en bijstand bij het gebruik van ICAR;
- 6° coördinatie van de kwaliteitscontrole voor alle ICAR-gerelateerde initiatieven;
- 7° coördinatie en organisatie van de toegang van de gebruikers tot ICAR.

De Regering kan bijzondere bepalingen vaststellen voor de uitvoering van deze opdracht en de lijst van opdrachten uitbreiden.

Hoofdstuk 4. — Gebruik van ICAR

Art. 10. De toegang tot de gegevens in ICAR voor de overheid bij de uitvoering van hun opdrachten van algemeen belang geschiedt overeenkomstig artikel 8, lid 2, van de samenwerkingsovereenkomst.

Art. 11. De beheerder stelt de in ICAR opgenomen adressen beschikbaar voor online raadpleging door het publiek op het "Géoportail de la Wallonie" (geoportaal van Wallonië).

Hoofdstuk 5. — Bescherming van persoonsgegevens

Art. 12. § 1. De beheerder is een voor de verwerking verantwoordelijke in de zin van artikel 4, 7), van de Verordening ten aanzien van de verwerking van persoonsgegevens in het kader van het aanmaken en het beheer van ICAR.

§ 2. De initiatoren zijn verwerkers in de zin van artikel 4, lid 8, van de Verordening wat betreft de verwerking van persoonsgegevens in het kader van het aanmaken en bijwerken van de ICAR-databank.

§ 3. Elke gebruiker, met uitzondering van een natuurlijke persoon in het kader van een strikt persoonlijke of huishoudelijke activiteit, is een voor de verwerking verantwoordelijke in de zin van artikel 4, lid 7, van de Verordening met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens die hij verricht.

De betrokken personen kunnen hun recht op toegang, rechtzetting en verwijdering overeenkomstig de Verordening uitoefenen door contact op te nemen met de gebruiker.

§ 4. Persoonsgegevens in verband met de aanmaak en het beheer van ICAR worden maximaal tien jaar bewaard.

Art. 13. Overeenkomstig artikel 9 van het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 gesloten tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over de ontwikkeling van een gemeenschappelijk initiatief voor het delen van gegevens en het gezamenlijk beheer van bedoeld initiatief, treft de beheerder de nodige technische maatregelen om de rechten van de betrokken personen in de zin van de Verordening te eerbiedigen.

Hoofdstuk 6. — Wijzigings- en slotbepalingen

Art. 14. De datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt door de Regering vastgelegd. Namen, 9 maart 2023.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2022-2023.

Stukken van het Waalse Parlement 1194 (2022-2023) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 8 maart 2023.

Bespreking.

Stemming.